



Unité dans la diversité

Pour Freire : « L'unité dans la diversité » est l'opposé stratégique que doivent opposer les minorités à la devise de l'oligarchie mondialisée qui est : « Diviser pour régner ». Dans l'action individuelle, l'engagement citoyen est un moyen efficace et rapide d'enracinement pour les nouveaux arrivants alors que la solidarité internationale et inter-nations servira ouverture sur le monde aux natifs d'ici. L'un renvoie à l'autre dans l'adage : « Penser globalement et agir localement », là où il est plus facile de tisser concrètement des liens sociaux. Autrement dit, la société ne doit pas se faire sans nous, spectateurs effarés devant nos écrans de télévision; la démocratie et le vivre ensemble sont des exigences intrinsèques de la démocratie, mais gare à la manipulation.

Selon Aldous Huxley, qui écrit « Le meilleur des monde » après la Seconde guerre mondiale, les dictatures du futur, c'est-à-dire d'aujourd'hui, utiliseront les drogues comme moyens de contrôle social de la dissidence et la propagande télévisée présentée comme réalité objective, comme appareil de suggestion du sens commun. Dans ce scénario, les

partis politiques ne sont plus que des marques de lessives offrant le même résultat. Sans user de violence, le contrôle des masses se réalisera par l'acceptation de la servitude comme chemin de libération, la consommation devenant la mesure de la réalisation de notre vie sur Terre.

Au Brésil, les fausses accusations contre Lula, illustrent la dictature parfaite revêtue des appareils de la démocratie. Comme le Magicien d'Oz, les grands groupes de presse imposent une narrativité qui diabolise les mouvements sociaux et l'ensemble de la gauche brésilienne en les associant à des groupes criminels. Sautant l'étape de la pensée rationnelle, ils font directement appel aux sentiments d'indignation et à l'aveuglement volontaire. Tapis dans l'ombre, l'armée menace d'intervenir et d'emprisonner tous les partisans des mouvements sociaux ou de les éliminer pour le salut de la nation. Déjà, la persécution juridique, exécutée par des juges vénaux, a mis en accusation six recteurs d'universités fédérales pour corruption. Cela dit l'accusation arrose toutes les institutions publiques de la société dans le but évidents de les discréditer et éventuellement de les privatiser. Mais ce à quoi l'on s'attaque, c'est

à la liberté académique et à la pensée critique, première ligne de défense contre l'idéologie fasciste, l'analyse sociale étant un puissant révélateur des structures d'injustice séculaires. Le fondamentalisme religieux, le racisme, le sexisme, le patriarcat et l'envie d'être une colonie du grand frère américain, dominent la pensée aliénée de la classe dirigeante. Disneyland leur servant d'horizon utopique, ce Brésil colonisé qui cherche la tutelle étrangère pour se valider comme classe esclavocrate, rêve au retour de la dictature militaire où les voix dissidentes seront enfin abolies pour qu'ils puissent jouir en paix de leurs privilèges de blancs. Ce pays insipide qui tourne le dos au rêve de Bolivar, s'enfonce dans une course sans issue. Tournant le dos à l'avenir, la nécrose des classes dominantes les pousse dans les derniers retranchements de l'absurdité où le néolibéralisme devient une pathologie historique.

Yves Carrier

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Les énergies fossiles	3
Étranges métamorphoses	4-5
Défense coll. des droits	6
Contreréforme conservatrice	7-10
Recolonisation ou	11
Calendrier	12

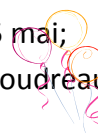
Joyeuse anniversaire !

Marc Pelchat, 3 mai; Claude Garneau, 5 mai; Ariane Gauthier, 8 mai;

Raymonde Gingras, 12 mai; Louise Guay, 15 mai;

Raymond Lemieux, 15 mai; Léo Anctil, 16 mai; Robert Boudreau, 27 mai;

Yann Tremblay, 30 mai



SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ

par Robert Lapointe

LAICITÉ, QUAND TU NOUS TIENS

En premier lieu, évitons de la qualifier, car nous en diminuons le sens, la déqualifions. Une laïcité ouverte? Y en aurait-il une qui soit fermée? Ou tolérante, intolérante? Molle? Dure? Inclusive?...

Tentons plutôt de la définir. D'abord ce qu'elle n'est pas. Ni athéisme, ni anticléricalisme. Évitions l'amalgame et l'insulte. D'ailleurs, beaucoup de religieux sont en sa faveur. Elle est essentiellement séparation de l'Église et de l'État élevée comme principe citoyen, principe de droit politique, qui implique que l'État est indépendant de toute ingérence religieuse, et qu'il en est de même pour l'Église eu égard à l'ingérence politique.

Trois principes fondamentaux permettent de donner à la laïcité sa force intégratrice de la société civile. Soulignons en passant que le mot laïc provient du grec *laos* qui désigne l'unité indivisible du peuple.

Premier principe : *liberté de conscience*, dont la liberté religieuse découle, mais aussi d'être athée. Et la liberté de conscience induit la liberté d'expression, de prosélytisme, de critique.

Second principe : stricte *égalité des droits* entre tous les citoyens et citoyennes peu importe leurs options spirituelles ou leur absence d'options, ce qui est éminemment personnel.

Dernier principe : *l'intérêt général qui amène l'État à viser le bien commun*. Déjà, au Moyen-âge, saint Thomas d'Aquin, qui inspira la doctrine officielle de l'Église, considérait que la société civile avait une finalité différente de celle de l'Église, à savoir le bien commun versus le salut des âmes.

Si la séparation de l'Église et de l'État est promue dans ces principes de laïcité, celle-ci peut envisager d'éviter l'emprise de toute idéologie séculière ou communautariste. L'État ne peut être marxiste-léniniste, néolibéral, corporatiste, féministe, écologiste. L'État de droit se doit de rechercher le bien commun conformément à la volonté de la société civile. Le politique peut s'inspirer de ce qu'ont apporté les différentes doctrines ou religions, mais ne peut laisser le pouvoir à aucune d'entre elles. La fonction du politique est de rechercher des solutions aux problèmes et aux conflits qui se produisent en société.

Robert Lapointe, largement inspiré du *Dictionnaire amoureux de la laïcité*, Henri Pena-Ruiz, Plon, 2014.

Banalités indigestes sur le fascisme (Anne Archet dans *L'Idiot utile*, suite)

11- Le fascisme ne peut pas être accepté comme il se présente, selon ses apparences; il est toujours l'expression de quelque chose d'autre.

12- Le fascisme est un symptôme d'une fatalité, mais n'est pas sa propre source; son pouvoir dérive d'un autre endroit, d'autres traumatismes, d'autres ruptures.

13- Le fascisme est apparu dans l'histoire au moment où ses références idéologiques disparaissaient; il est le catalyseur de changements qu'il ne nomme jamais.

Désinvestir les énergies fossiles

Pierre Prud'homme

Bonjour M. Sabbia,

Je suis un membre retraité dont vous administrez l'argent que j'ai mis de côté pour assurer la sécurité de ma retraite. Jamais je n'aurais pensé que vous investiriez dans des entreprises d'énergies fossiles qui contribuent à l'insécurité des conditions de vie de nos enfants et petits-enfants, à cause des extrêmes climatiques dont nous préviennent les scientifiques depuis plus de 20 ans.

Je vous invite à faire preuve de leadership et à suivre l'exemple du fonds de pension danois PKA (voir plus bas) pour désinvestir des énergies fossiles, comme l'ont fait d'ailleurs les fonds de plusieurs villes et institutions à travers le monde.

Quelques faits qui justifient ma demande:

- Un extrait du *Global Risks Report* à la base des travaux du Forum économique mondial qui s'est tenu à Davos en janvier dernier: "Invités à hiérarchiser les 30 premiers risques mondiaux en matière de probabilité et d'impact, les experts ont placé les risques environnementaux dans le peloton de tête... Ces risques ont tous un potentiel d'impacts dévastateurs pour la vie humaine sur Terre... Les risques environnementaux, conjugués à une vulnérabilité croissante à d'autres risques, menacent maintenant sérieusement les fondements de la plupart de nos biens communs."

- Titre du Devoir, 14 novembre 2017: "L'humanité court à sa perte, estiment 15 000 scientifiques", pour qui l'effondrement de la biosphère a

atteint un point critique et menace la survie même de notre espèce.

- À la 23ième conférence sur le climat à Bonn, toujours en novembre dernier, le Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Gutierrez, appelait à la nécessité de désinvestir dès maintenant des énergies fossiles.

- La Presse, 20 juillet 2016: "De l'avis d'analystes, ces producteurs d'énergie renouvelable indépendants,..., ont déjà de bonnes feuilles de route en plus-value et en rendements en dividendes et sont particulièrement attrayants pour les investisseurs désirant remanier leurs placements reliés à l'énergie. Et surtout, contrecarrer le risque de dévaluation persistante et de rendements défavorables des placements liés aux entreprises et aux actifs du secteur des combustibles fossiles".

Autant pour la qualité de l'avenir des générations futures que pour la sécurité de nos placements, je vous invite à adopter une stratégie de désinvestissement avec des échéanciers beaucoup plus courts et précis qui correspondent à l'urgence de la situation.



Les étranges métamorphoses du Dr Couillard

Jacques Gélinas, L'Autre Journal, 13 avril 2018

D'abord un coup d'œil sur *L'étrange cas du docteur JeKyll et de monsieur Hyde* ? Cette hallucinante histoire est rapportée par l'écrivain écossais Robert Louis Stevenson : *The Strange Case of Dr Jekyll and Mr Hyde*. Dans ce court roman publié en 1886, il raconte le cas du docteur Jekyll habité par deux pulsions opposées : l'une qui l'incite à faire le bien et l'autre qui le pousse à faire le mal. Troublé par cette double personnalité, il cherche le moyen de s'en guérir. Il concocte une drogue devant séparer son côté bienfaisant de son côté malfaisant. Mais voilà qu'une fois la potion mise au point, c'est le côté malfaisant qui prend le dessus. Le bon Dr Jekyll se transforme en le méchant Mr Hyde qui fera beaucoup de mal dans son voisinage.

Cette allégorie est devenue la référence classique pour décrire, sinon expliquer cette psychose qu'on appelle le dédoublement de personnalité.

L'histoire se passe dans l'aristocratie et puritaine Angleterre, à l'époque victorienne où prévalait une tendance à l'hypocrisie sociale.

À notre époque de néolibéralisme et de néolibère-échange, qui désencastre le social de l'économique et fait prévaloir le marché sur le politique, ne faut-il pas ajouter une tendance à l'hypocrisie politique ?

Tartufferie, schizophrénie ou dédoublement de personnalité ?

Dans une chronique intitulée *Dr Couillard and Mr Hyde*, Michel David, évoque l'allégorie de Stevenson pour expliquer les étranges métamorphoses du Dr Couillard (*Le Devoir*, le 16 décembre 2008).

Chroniqueur à la mémoire longue, Michel David rappelle le temps où le docteur Couillard, alors directeur du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, se faisait l'ardent défenseur de notre système public de santé. Dans une lettre publiée dans *La Presse*, le 3 octobre 2002, le bon docteur écrit : «*Ne commettons pas l'erreur d'affaiblir notre système de santé gratuit et universel au profit de l'entreprise privée, qui s'est avérée incapable, partout où on lui en a donné l'occasion, d'offrir des services aussi accessibles et peu coûteux qu'un régime basé sur la taxation universelle*».

Devenu à son tour premier ministre, il prend le relais de Jean Charest. Mais il veut faire mieux et plus vite. Ce dernier avait finalement reculé devant le tollé généralisé de la société civile, décidée à freiner ce processus de la destruction de l'État social.

Lui, Philippe Couillard ne reculera pas. Il a découvert un livre qui le conforte sans ses convictions : *The Forth Revolution – The Global Race to Reinvent the State*. L'heure de la quatrième révolution a sonné : il faut réinventer l'État. Margaret Thatcher, Ronald Reagan et leurs successeurs ont été trop mous. Ils nous ont laissé un État obèse, dépensier et socialisant. Il faut réinventer l'État dans le sens d'un ratatinement. L'amaigrir sans ménagement, pour laisser place au secteur privé, soi-disant plus efficace.

En clair, cela veut dire l'austérité tous azimuts. Aucune institution ni aucun service public ne seront épargnés. Cette politique impitoyable n'épargnera pas non plus les plus vulnérables de la société : les assistés sociaux, les malades, les vieux, les enfants, les proches-aidants – surtout les proches aidantes – les personnes handicapées. Des mesures que d'aucuns ont qualifiées de cruelles.

«Exécuter d'un coup toutes les cruautés»

Vraisemblablement, le docteur Couillard a un autre livre sur sa table de chevet : *Le Prince* de Nicolas Machiavel. Le célèbre conseiller de l'aristocratie florentine recommande à tout roitelet qui vient de s'emparer du pouvoir de «*déterminer et exécuter tout d'un coup toutes les cruautés qu'il doit commettre pour, ensuite, rassurer les esprits et les gagner par ses bienfaits*». (*Le Prince*, chapitre VIII)

Le premier ministre Couillard va suivre à la lettre ce conseil machiavélique. Dès son accession au pouvoir, il annonce son intention de rétablir l'équilibre budgétaire, au prix de douloureux, mais nécessaires sacrifices. Le plan de redressement proposé exige une réduction de 7,3 milliards de dollars des dépenses publiques. Une exigence manifestement exagérée, car les surplus générés se sont avérés énormes : 3,6 milliards en 2015 ; 4,3 milliards en 2016.

Cette rigueur excessive des trois premières années du gouvernement Couillard a détérioré inexorablement les services publics, entraînant des conséquences néfastes pour l'avenir.

Les étranges métamorphoses du Dr Couillard

Jacques Gélinas, L'Autre Journal, 13 avril 2018

Un an plus tard, en 2003, Philippe Couillard fait le saut en politique pour devenir ministre de la Santé et donc défenseur *ex officio* du système public de santé. Ce qui ne l'empêche pas de favoriser *de facto* le glissement du réseau vers le privé en réduisant drastiquement les effectifs, en centralisant la prise de décisions et en autorisant la réalisation par le secteur privé d'une cinquantaine d'interventions chirurgicales.

Juin 2008, stupéfiante volte-face : il démissionne de ses fonctions de député et ministre de la Santé pour grossir les rangs d'une compagnie spécialisée dans le financement de la médecine privée. Il devient partenaire à part entière et conseiller stratégique du fonds Persistence Capital Partners. Et le voilà métamorphosé en champion de la privatisation de notre système de santé.

Prenons l'exemple le plus flagrant de cette schizophrénie politique : les Accords de Paris sur le climat signés, en décembre 2015, par les dirigeants politiques du monde entier. La main sur le cœur, ils ont pris l'engagement de réduire, de façon significative, les émissions de gaz à effets de serre destructeurs du climat. Et qu'ont-ils fait depuis plus de deux ans ? Ils ont laissé faire. La plupart font le contraire de ce qu'ils ont dit et signé. Le gouvernement Trudeau continue de s'enliser dans les sables bitumineux. Le gouvernement Couillard, dans les hydrocarbures.

De la réingénierie de Jean Charest à la réinvention de l'État par Philippe Couillard

Lors de l'assermentation de son cabinet dans l'enceinte du Salon rouge, le 29 avril 2003, le nouveau premier ministre Jean Charest déclare solennellement :

En se donnant le premier gouvernement élu du XXI^e siècle, les Québécois ont tourné la page sur un modèle d'État. Au cours de ce mandat, nous allons revoir de fond en comble l'organisation de l'État québécois. Ce sera la première réingénierie du gouvernement du Québec depuis la Révolution tranquille.

La réingénierie de l'État québécois va consister à désactiver les législations sociales mises en œuvre pendant les deux décennies qu'a duré l'époque de la Révolution tranquille. Philippe Couillard, sacré ministre de la Santé à cette occasion, adhère sans réserve à cette politique.

Michel David se demande s'il s'agit-là de tartufferie, comme l'avance le président de la FTQ, ou de schizophrénie. Quoi qu'il en soit, force est de diagnostiquer un étrange cas de dédoublement de personnalité.

Disons, pour mettre la chose dans son contexte, que Philippe Couillard n'est pas le seul politicien à souffrir de ce mal. Le néolibéralisme et les multiples accords de néolibre-échange qui encerclent la planète ont rendu l'*overclass* politique schizophrène. Le mal est planétaire.

En approuvant ces accords, les gouvernants s'astreignent à un double jeu. Face à leur électorat, ils se présentent comme les défenseurs des services sociaux, de l'environnement, du climat et du bien commun. Face aux exigences du néolibre-échange, ils mettent en œuvre des politiques destructrices de l'environnement, du climat, de l'égalité sociale et du bien commun.

Élections en vue : la drogue qui réveille le côté bienveillant du Dr Couillard

Dans notre système démocratique, marqué au coin du marketing électoral, les élections agissent comme une véritable drogue. La perspective d'élections à l'automne – et surtout la possibilité de les perdre – a eu l'heur de réveiller le côté bienfaisant du docteur Couillard.

Suivant le conseil de Nicolas Machiavel, il a commencé, dès novembre 2017, à répandre ses bienfaits financiers sur le système d'éducation, le réseau de la santé, les garderies et un peu partout. Le budget Leitao du 27 mars dernier poursuit sur cette lancée. On multiplie même les mesures à visage progressiste, comme la nouvelle politique bioalimentaire dévoilée en grande pompe début d'avril. Mais le mal est fait. Les calmants administrés ne serviront qu'à stabiliser le patient... jusqu'au retour annoncé de l'austérité.

www.jacquesbgelinas.com

Manifestation des organismes de défense collective des droits 26 avril 2018

Message du Comité de coordination du

Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD)

Le RODCD est heureux et fier d'associer sa voix à la vôtre pour réclamer haut et fort un meilleur financement pour l'ensemble des organismes communautaires qui œuvrent quotidiennement à défendre les droits politiques, sociaux, économiques, culturels et environnementaux des citoyennes et des citoyens du Québec. Ce que nous réalisons ensemble, à tous les jours, dans nos communautés est vital, à la fois pour préserver le caractère démocratique de la société dans laquelle nous vivons mais aussi pour améliorer nos conditions de vie et celles de tous nos concitoyennes et concitoyens. En luttant pour faire respecter les droits des personnes et des communautés, en dénonçant les abus, les injustices, les inégalités, la mauvaise utilisation de nos ressources collectives, les mauvais choix des dirigeants politiques et en organisant des prises de parole collectives et en passant à l'action pour faire changer ces injustices, nous agissons concrètement pour bâtir ensemble une meilleure société, plus juste, plus équitable, plus tolérante, plus démocratique. Nos actions et nos activités, tant individuelles que collectives, contribuent à transformer la société.

Nous tenons à rappeler au gouvernement du Québec qu'il a reconnu que les groupes de défense collective des droits, sont très importants dans la société pour défendre les droits existants et en faire reconnaître de nouveaux. En plus, qu'ils sont des acteurs essentiels à la société car ils contribuent à développer la participation politique d'une frange importante de la population qui est habituellement exclue du débat public. Pour ce faire, il se doit de financer adéquatement les groupes de DCD et de protéger leur capacité d'agir collectivement. Nous n'avons toujours aucune idée de comment sera

réparti le 2,2M\$ qui nous est destiné dans le budget 2018-2019 et soulignons que pour pouvoir remplir leur mission, les groupes de DCD ont besoin de 40M\$.

Nous sommes vraiment déçus que le reste des sommes que l'on nous a promis dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale, soit 10,4M\$ supplémentaire par an, ne soit pas dans le budget actuel, ce qui le rend conditionnel au résultat des élections d'octobre prochain. Et nous sommes particulièrement inquiets de l'orientation gouvernement prioritairement la défense individuelle des droits, car notre mission est collective. Nous souhaitons ardemment entamer des discussions sur ce sujet avec le Ministère.

Le rassemblement d'aujourd'hui visent à rappeler au Gouvernement du Québec que les groupes de défense collective des droits, tout comme la grande majorité des organismes d'action communautaire autonome, font partie, depuis trop longtemps, des enfants pauvres, des laissés pour compte, du développement économique et social du Québec. Nous réclavons que la défense des droits fasse partie des priorités sociales du Québec de l'avenir !

La prochaine campagne électorale sera l'occasion pour faire entendre les préoccupations et les revendications des citoyennes et des citoyens que nous côtoyons et rassemblons. Profitons-en pour démontrer toute la solidarité, toute la capacité d'éducation populaire, de sensibilisation et de mobilisation dont nous sommes capables.

Solidairement,

Louise Paré, présidente du RODCD

La prison de Lula et la contreréforme conservatrice

Luciana Gaffrée, 24 avril 2018, ALAI

Le professeur d'Histoire, premier député noir de l'Uruguay, et ex-vice-ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines, ministère qui inclut les deux principaux piliers pour comprendre n'importe quel contexte géopolitique latino-américain, les communications et le pétrole, Edgardo Ortuño, qui a travaillé avec l'ancien président Mujica, expose sa perspective sur la grave situation que traverse le Brésil.

Quelle est votre perspective sur la situation actuelle au Brésil ?

Une grande préoccupation parce que depuis la destitution de la présidente Dilma Dusseff, le Brésil vit une détérioration de ses institutions démocratiques qui culmine avec l'incarcération de l'ex-président Lula, candidat qui recueille le plus grand appui citoyen dans les sondages de popularité. Il faut préciser qu'indépendamment de l'orientation idéologique, de droite ou de gauche, ce qui se passe au Brésil est très préoccupant dans une perspective de défense de la démocratie. Les latino-américains ne doivent pas oublier l'importance du Brésil dans la vigilance du fonctionnement démocratique pour l'ensemble de la région. Le début de la période de détérioration et de la rupture démocratique en Amérique latine débuta au Brésil en 1964. C'est pourquoi, toutes les démocrates latino-américains sont préoccupées par ce qui se passe là.

Pourquoi considérez-vous ce qui se produit au Brésil comme une détérioration des institutions démocratiques ?

Au Brésil, le pouvoir judiciaire influence et détermine des procès politiques importants, et le pouvoir exécutif subit de fortes pressions des chaînes de télévision les plus importantes du pays, des forces conservatrices et également la pression des militaires. Les militaires se prononcent politiquement, usant de menaces, engendrant un contexte de pression indue, comme par exemple lorsque nous assistons aux déclarations de généraux en fonction qui précèdent le jugement de la Cour suprême de justice dans le cas de l'ex-président Lula.

Selon vous, l'absence d'une loi qui régit les moyens de communication au Brésil fait partie du problème ?

L'absence de réglementation a permis aux grandes chaînes de télévisions et aux grands médias d'agir activement dans le procès politique, laissant les citoyens captifs de leur perspective, en ne leur fournissant pas la diversité d'information susceptible d'éclairer et de nuancer leur jugement, mais cherchant plutôt à renforcer un seul point de vue avec des nouvelles incomplètes, sans pluralisme ni opinions divergentes. Dans toute l'Amérique latine, instaurer la normativité des médias n'a pas été facile. Au cours de la dernière décennie, si cela a fait partie de l'agenda politique de tous les gouvernements progressistes de la région, il y a eu de fortes résistances et différents degrés d'application.

En Uruguay, la Loi des médias a été précédée d'un processus de consultation sociale auprès de tous ceux et celles qui étaient impliquées, en long et en large, incluant les propriétaires des médias, les journalistes, les organisations de la société civile et tous les partis politiques, elle est passée par une étape de débat parlementaire long et profond. La loi fut également soumise à une longue analyse de la part du pouvoir judiciaire qui certifia sa constitutionnalité, ce qui fait en sorte qu'elle est en condition optimum pour être appliquée, ce qui ne s'est pas encore produit.

Vous avez fait la promotion de cette loi ?

J'ai été un promoteur convaincu de cette loi, entre autre parce que je crois que le contrôle démocratique des médias qui garantit autant la liberté éditoriale, d'opinion, des médias, libres des pressions du gouvernement au pouvoir, comme la garantie d'accès à des informations diversifiées, sont des questions absolument clés en démocratie. L'agenda de la réglementation et de la modernisation des télécommunications et des moyens de communications se fait toujours attendre en Amérique latine et dans le cas de l'Argentine et du Brésil, avec les nouveaux gouvernements, nous assistons à un recul ou même à l'avortement de cette réglementation.

La prison de Lula et la contre-réforme conservatrice

Luciana Gaffrée, 24 avril 2018, ALAI

Vous croyez que Lula est victime d'une guerre juridique?

Au Brésil a lieu un procès où on aperçoit des acteurs judiciaires qui s'apparentent davantage à des inquisiteurs qu'à des juges impartiaux, et en même temps, à des campagnes systématiques et tendancieuses dans les médias de masse qui démontrent effectivement que nous sommes face à un cas de guerre juridique ou d'abus de la loi pour motifs politiques précédé d'un procès médiatique. Sans doute que le cas de Lula est le plus dramatique.

Les médias ne diffusent ni de près ni de loin avec la même intensité et profondeur les arguments ou les contre-arguments de la défense de Lula. C'est là que se vérifie qu'il s'agit d'un parti pris des médias de communication alignés sur le pouvoir judiciaire qui prend également parti et assume des positions politiques, et inclusivement, des énoncés politiques.

Au Brésil, on aperçoit clairement un protagonisme démesuré des pouvoirs judiciaires au-dessus de la volonté citoyenne et de la constitution, associé à un lobby conservateur et à des campagnes médiatiques très fortes où l'on constate un usage abusif de la loi dans un procès ayant une apparence de légalité, mais qui est d'essence antidémocratique.

Est-ce que l'Uruguay pourrait empêcher une guerre juridique ?

La judiciarisation de la politique est visible dans toute la région. C'est préoccupant. La guerre juridique apparaît comme une stratégie pour délégitimer et déplacer les forces progressistes quand on ne parvient pas à obtenir l'appui des citoyens dans les urnes. C'est une tentation pour le bloc conservateur dans toute la région. La loi des moyens de communication inhibe ce type d'actions tendancieuses des médias de masse qui par chance en Uruguay ne se vit pas avec la même intensité qu'au Brésil. Dans notre cas, ce qui est fondamental, c'est qu'il n'y a pas de point d'appui dans la réalité pour cela.

Ne voyez-vous pas une corrélation entre les enquêtes sur Petrobras et sur ANCAP?

Non, dans le contexte régional, ce n'est pas un hasard qu'on décide d'enquêter sur l'entreprise pétrolière de l'État. Mais, jusqu'à ce moment, il n'a pas eu de preuve de corruption qui impliquerait le pouvoir exécutif ou le gouvernement, il n'y a eu que des questions ponctuelles adressées à ceux qui ont exercé des charges déterminées à une époque donnée.

Maintenant, on aperçoit clairement que la droite uruguayenne est désespérée d'associer la situation de l'Uruguay avec la politique interne du Brésil et de l'Argentine parce que l'opposition n'a pas de projet alternatif ou elle ne souhaite pas révéler son projet. Parce que le projet politique et économique de la droite latino-américaine est inconfessable. S'il était connu, jamais il n'obtiendrait l'appui citoyen: baisser les salaires, abroger les droits, déréglementer le code du travail, diminuer les garanties pour les pensions de vieillesse, distribution régressive de la richesse, réduction radicale de l'investissement dans les politiques sociales, enfin un programme inconfessable et indéfendable. Qui voterait pour cela ? C'est de là que provient ce raccourci pour faire le ménage, la judiciarisation tente d'isoler les forces politiques progressistes qui ont l'appui populaire.



Edgardo Ortuño

La prison de Lula et la contreréforme conservatrice

Luciana Gaffrée, 24 avril 2018, ALAI

Alors, quel a été le point d'appui dans la réalité pour Dilma et Lula ?

Je pense que l'antécédent du "mensalão" a été dramatique pour la légitimité du Parti des Travailleurs, les procès d'achat de votes ou de corruption et les jugements contre des personnalités de premier rang du PT, accusés de corruption et d'enrichissement personnel illicite, ont contribué à la perte d'estime et à la diminution de l'appui populaire envers le parti, engendrant des conditions propices à l'avancé de cette offensive conservatrice, aggravé par un affaiblissement de l'appui citoyen, dans une ambiance et un climat d'agression qui ont conduit finalement à la destitution de la présidente Dilma et à la prison de Lula maintenant.

Lorsqu'en transportant Lula en avion vers la prison, ils ont dit : « Jetez cette ordure à la mer, » c'est une claire allusion au Plan Condor. Croyez-vous qu'il y ait un danger d'une répétition du Coup d'État de 1964 ?

À cause du rôle de premier plan inadmissible qu'ont assumé des figures représentatives des forces armées, du pouvoir militaire, je crois qu'il existe un danger objectif de rupture de l'institutionnalité démocratique du Brésil, avec l'appui du pouvoir économique plus traditionnel et conservateur du Brésil, opposé au développement productif et à la redistribution de la richesse exercée par le PT en fixant un salaire minimum au-dessus de l'inflation. Pour toutes ses raisons, que l'on soit de droite ou de gauche, les démocrates de la région doivent se sentir préoccupés et être solidaires avec le maintien de la démocratie au Brésil qui est clairement menacée.

Quelles critiques feriez-vous aux gouvernement de gauche aujourd'hui ?

Ce que nous devons assumer comme autocritique c'est que nous n'avons pas développé une stratégie de développement productif intégré dans son plein potentiel. Le projet de la droite est un projet radicalement individualiste qui ne croit pas dans l'égalité et, à cause de cela, ne génère pas d'opportunités de développement pour tous et pour

toutes. Ce projet n'engendre pas non plus un développement souverain, indépendant, parce qu'il ne croit pas en cela. Nous ne pouvons pas oublier que le Brésil a déployé une stratégie alternative, rompant le schéma unipolaire. Cela engendra une énorme opposition des centres du pouvoir, parce que le gouvernement progressiste du PT a réussi des articulations économiques et de pouvoir alternatives, comme ce fut le cas avec les BRICS, le Mercosul et UNASUR, dans une stratégie alignée avec les pays émergents et aussi des pays plus pauvres. Lula avait une orientation géopolitique clairement alternative aux logiques de domination unipolaire occidentale.

C'est pour cela que sont si importantes la destinée et l'orientation politique du Brésil ?

C'est évident, parce que perdre le protagonisme du Brésil sur la scène mondiale et régionale, c'est tout l'Amérique latine qui en souffre. Si le Brésil ne revient pas à ce rôle de protagoniste, nous retournerons à l'insignifiance de l'Amérique latine dans le concert des nations. La pauvreté et les niveaux de dépendance économique augmenteront et l'on reculera dans le respect des droits en général et en particulier des plus défavorisés.

Sommes-nous face à une attaque conservatrice pour toute la région ?

Je crois que si, nous assistons à une contreréforme conservatrice dans toute l'Amérique latine et celle-ci cherche le retour à ce qu'il y a de pire dans la culture conservatrice de nos sociétés. Je me réfère au fait qu'il existe une opposition radicale à la redistribution de la richesse, à la sortie de la pauvreté d'un pourcentage significatif de la population, mais aussi à la nouvelle sensibilité culturelle que suppose « l'agenda des droits » qu'a promue la gauche. Cette opposition est aussi visible en Uruguay.

La prison de Lula et la contreréforme conservatrice

Luciana Gaffrée, 24 avril 2018, ALAI

La redistribution de la richesse irrite principalement les élites de nos pays. Il y a aussi un rejet idéologique et culturel, de nature réactionnaire, des politiques de droits implantées par les gouvernements progressistes. Ils sont opposés aux droits des femmes, aux quotas, aux politiques d'équité raciale, à la diversité de genre. Nous assistons à l'apparition d'une contreréforme des droites, à une réaction conservatrice. Je crois que Lula dit vrai dans son discours lorsqu'il affirme que le problème ce n'est pas lui, mais la continuité et l'avancée de ses conquêtes.

Ce qui est plus grave, c'est lorsque ces gouvernements de droite imposent des changements sans avoir l'approbation de la population. La souveraineté populaire du Brésil n'a pas été respectée parce qu'on a voté un programme de gouvernement proposé par la présidente Dilma. Avec sa destitution, on a mis en marche un changement radical des politiques publiques avec la réforme du système de pension, les changements aux normes minimales du travail, au modèle de développement, avec l'intention de favoriser les intérêts économiques traditionnels, affaiblissant le développement économique à moyen et long terme. Un changement de programme sans l'assentiment de la population qui prétend se maintenir au pouvoir en barrant la route à l'élection présidentielle pour l'ex-président Lula.

Quel serait alors le grand défi des partis progressistes aujourd'hui ?

Le plus grand défi, c'est peut-être la conscientisation du peuple à propos de ce qui est en jeu et revendiquer le contenu éthique de notre projet. Il faut conscientiser le peuple sur le danger d'un retour aux politiques plus conservatrices et des élites possédantes. Il faut parvenir à éveiller les militants sur les projets en jeu et leur rôle pour définir le futur. La conception de la gauche est une conception humaniste, solidaire, qui conçoit le développement personnel dans le sens d'une convivialité harmonieuse avec les autres.

La seule manière de prévenir les processus qui menacent la démocratie, c'est la participation citoyenne active et militante pour la défense de la démocratie, n'acceptant aucune hypothèse qui viole la constitution et les garanties des droits fondamentaux. C'est pourquoi les gens ont besoin d'être bien informés, d'où l'importance des moyens de communication.

Lula est un prisonnier politique selon vous ?

Ma conviction personnelle c'est qu'il s'agit d'une peine à caractère politique. Parce que — sans éléments probatoires — on prive le peuple brésilien d'un candidat qui a de sérieuses chances de l'emporter. Alors, c'est grave, parce qu'on porte ainsi incidence sur le futur électoral et, pour cela, sur l'orientation politique du pays. En deux ans, ils sont parvenu à évincer Dilma et Lula. Nous ne pouvons que qualifier de politique ce processus judiciaire. Mais, ce n'est pas terminé, ce n'est pas encore le verdict final.

N'oublions pas que Lula peut être pré-candidat jusqu'à une date avancée au mois de septembre. C'est-à-dire qu'il peut être un candidat ou un facteur de triomphe présidentiel depuis sa prison. Nous le savons parce que nous avons eu comme leader historique et fondamental de la création et de la croissance du Frente Amplio quelqu'un qui a été plus de dix ans en prison, comme ce fut le cas du général Liber Seregni, qui de sa cellule a été un facteur fondamental pour récupérer la démocratie et ensuite parvenir à transformer la réalité électorale.

La prison des personnes n'est pas la prison de leurs idées. Souvent elles se multiplient parce que la prison renforce l'empreinte éthique de leur lutte. Et ce contenu éthique, jamais la droite ne l'aura, incapable qu'elle est de faire ces sacrifices personnels en fonction de projets collectifs.

Qu'est-ce qui est en jeu dans la crise brésilienne actuelle : Recolonisation ou refondation ?

Leonardo Boff, 5 avril 2018, Amerindia

La défaite de Lula devant la Cour suprême du Brésil à propos du rejet de sa demande d'habeas corpus et de son incarcération, révèle le retour des forces qui ont perpétré le coup parlementaire, juridique et médiatique, contre Dilma Rousseff en 2016. La grande question ne se restreint pas à la diffamation de notre plus grand leader, condamné sans preuves et à la saignée du Parti des travailleurs. Ici, deux projets se confrontent et définiront notre futur : la recolonisation du Brésil ou sa refondation.

Le projet de recolonisation veut forcer le Brésil à demeurer un simple exportateur de matières premières. Cela signifie dénationaliser notre parc industriel, notre pétrole, les grandes institutions étatiques. Il s'agit de donner le plus grand espace possible au marché compétitif en rien coopératif et de réserver à l'État à peine des fonctions minimales essentielles au maintien du système.

Ce projet compte sur des alliés intérieurs et extérieurs. Les internes sont les 71 440 multimillionnaires que l'Institut de recherche économique du Brésil identifie et qui contrôle les grands secteurs des richesses du pays. Les alliés externes sont les firmes multinationales, intéressées par notre marché intérieur et principalement le Pentagone qui veille aux intérêts globaux des États-Unis.

Les grands analystes des politiques impériales, Moniz Bandeira, Noam Chomsky et Edward Snowden, nous révèlent la stratégie de domination globale. Elle est régie par trois idées maitresses : la première, un monde et un empire; la seconde, la domination de tout l'espace (full spectrum dominance), couvrant la planète avec des centaines de bases militaires, dont plusieurs ayant en leurs mains des ogives nucléaires; la troisième, déstabilisation des gouvernements progressistes qui construisent un projet de souveraineté et qui doivent être alignés sur la logique impériale. La déstabilisation ne se fera pas par des voies militaires, mais par la voie parlementaire. Il s'agit de détruire les leaderships charismatiques comme celui de Lula, de diffamer le monde du politique et de démanteler les politiques sociales en faveur des populations pauvres. Une stratégie a été organisée entre les parlementaires vénaux, certains secteurs de la magistrature, du ministère public, de la police fédérale et par ceux qui ont toujours appuyé les coups d'État, particulièrement les grands médias. Une fois démise la Présidente Dilma Rousseff, tous les secteurs couverts par des politiques sociales ont empirés notablement.

L'autre projet est celui de la refondation de notre pays. Il vient de loin, mais il a gagné en force sous les gouvernements du Parti des travailleurs et de ses alliés, pour qui la centralité était accordée aux millions de fils et de filles vivant dans la pauvreté. Le PT n'a pas seulement amélioré leur vie, mais il a récupéré la dignité humaine toujours avilie par le système prédominant. Cela est une donnée civilisationnelle de magnitude historique.

Ce projet de refondation du Brésil, projeté sur d'autres bases, avec une démocratie construite à partir d'en bas, participative, socio-écologique, constitue une utopie viscérale pour de nombreux Brésiliens.


Trois piliers supportent cette refondation : nos écosystèmes avec leur singulière richesse fondamentale à l'équilibre écologique de la planète; notre culture, créative, diversifiée et appréciée dans le monde entier; et enfin, le peuple brésilien, inventif, hospitalier et mystique.

Ces énergies puissantes pourront construire sous les tropiques, une nation souveraine et œcuménique qui intégrera les millions de déshérités et construira pour la nouvelle ère planétaire, un monde plus humain, léger, allègre et festif, à l'exemple des carnivals. Mais pour cela, il faut vaincre les élites du passé.

Nous n'annonçons pas un optimisme, mais l'espérance dans le sens où l'entendait saint Augustin, évêque de Hippone, aujourd'hui en Tunisie. Comme il disait : « L'espérance inclut l'indignation pour rejeter ce qui est mauvais et le courage pour transformer ce qui est mauvais en une chose bonne. »

Une société ne peut s'édifier que sur une égalité raisonnable, la justice sociale et le dépassement de la violence structurelle. C'est le rêve de la majorité des Brésiliens.

Leonardo Boff est théologien, philosophe et il a écrit : Brésil : conclure la refondation ou prolonger la dépendance ? Vozes, Petropolis, 2018

Dim.	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
	 <p>Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</p> <p>Média de la démocratie en action</p> <p>www.reseauforum.org</p> <p>Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p>		02	18 h à 20 h 03 Au Comité populaire St- Jean-Baptiste Lancement de la campagne pour le droit au logement	04	17 h 05 Commémor ation des émeutes de Québec contre la conscription Place d'Youville
06	9 h 30 07 Semaine de la dignité des personnes assistées sociales Formation 301 Carillon À l'ADDS-QM	18 h 30 08 Le G7 et les femmes Perspective féministe 555 boul. Charest ENAP	09	16 h à 18 h 10 Occupation festive de la rue Lavigneur (entre Sainte- Marie et Olivier- Robitailles) dans St-Jean-Baptiste	20 h 11	12 Soirée de poésie au Tam Tam Café 421 bld Langelier, Québec
13	14 h 14 Signes des temps Documentaire De l'Entraide missionnaire 560 ch. Ste-Foy, porte 7	15	19 h 16 Soirée décroissance et transition Tam Tam Café	18 h 30 17	18 Soirée mensuelle du CAPMO La tarification sociale du transport en commun	19
20	21	22	12 h 23 Visite du site traditionnel huron-wendate Activité gratuite, transport inclus Réservation : 418-525-6187 poste 221	24	25	26
27	28	29	30	Départ 10 h 31 Rencontre avec les Premières Nations au Cap- de-la-Madeleine Sortie avec le CAPMO Activité gratuite Inscription : 418 -525-6187 poste 221	Retour 20 h 01 Rencontre avec les Premières Nations au Cap- de-la-Madeleine Sortie avec le CAPMO Transport, repas, coucher Places limitées	02